

01/2020

10 janvier 2020

Trinidad Deiros Bronte

Les violences sexuelles en RDC: le stéréotype de "l'arme de guerre" et ses dangereuses conséquences

[Visitez notre site](#)

[Abonnez-vous à notre newsletter](#)

Les violences sexuelles en RDC: le stéréotype de "l'arme de guerre" et ses dangereuses conséquences

Résumé:

La forte prévalence des violences sexuelles en République démocratique du Congo (RDC), conjugués à une couverture de ce pays par les médias souvent stigmatisante, ont façonné une vision au sujet de ce phénomène exclusivement liée à une stratégie de guerre de la part des acteurs armés du conflit congolais. Cependant, ce discours du viol comme "arme de guerre" et l'attention écrasante qu'il suscite auprès du public international et des donateurs, non seulement néglige le nombre élevé de viols perpétrés par des civils, mais il entraîne aussi des conséquences perverses, comme l'encouragement des discriminations graves à l'égard des populations très vulnérables, ainsi que la promotion de l'utilisation de la violence sexuelle comme instrument de négociation par les milices. Le stéréotype de l'"arme de guerre" rend également davantage difficile la prévention de cette atrocité, car une compréhension inexacte de l'identité des auteurs et des facteurs à l'origine de ces abus pourrait conduire à des réponses inefficaces.

Mots-clés:

RDC, violence sexuelle, viol, Congo, arme de guerre, torture, FARDC, groupes armés, stigmatisation, ONG.

***NOTE:** Les idées contenues aux **Documents Cadre** sont sous la responsabilité de leurs auteurs, sans nécessairement représenter la pensée de l'IEEE ni du Ministère de la Défense.

Les violences sexuelles en RDC: le stéréotype de "l'arme de guerre" et ses dangereuses conséquences

Abstract:

The high levels of sexual violence in the Democratic Republic of the Congo (DRC), combined with a stigmatizing media coverage, have reflected a vision of this phenomenon exclusively as part of a military strategy by the armed actors of the Congolese conflict. This discourse of rape as a "weapon of war", and the overwhelming attention it gets in donors and international audiences, not only pass over the civilian rapes on the rise, but also has perverse consequences, such as the discrimination of vulnerable populations and the promotion of rape as a bargaining tool. The stereotype that rape in Congo is used as a "weapon of war" hampers the prevention of this crime, since an inaccurate understanding of who the perpetrators are and the factors underlying these abuses could induce ineffective responses.

Keywords:

DRC, sexual violence, rape, Congo, weapon of war, torture, FARDC, armed groups, stigma, NGO.

Comment citer ce document:

DEIROS BRONTE, Trinidad. *Les violences sexuelles au Congo: le stéréotype de "l'arme de guerre" et ses dangereuses conséquences*. Document Cadre IEEE 01/2020. [Lien Web IEEE](#) et/ou [lien bie3](#) (consulté le jour/mois/année)

Introduction: Le Congo, un éternel "Cœur des ténèbres"?

Le viol comme stratégie pour atteindre des objectifs politico-militaires dans le cadre d'un conflit armé —c'est-à-dire, comme «arme de guerre»— est un phénomène dont l'histoire «est aussi longue que la guerre elle-même»¹ et qui transcende les diverses cultures, les groupes ethniques et les zones géographiques. L'Illiade, attribuée à Homère —datée entre le VIIIe et le VIe siècle avant J.-C.—, décrit comment ce type d'agression était déjà à l'époque un efficace outil de guerre². Des drames comme celui qui s'est produit à la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque des centaines de milliers de femmes allemandes ont été violées par les troupes soviétiques, françaises et britanniques, ou les 1,4 million de victimes de violences sexuelles³ en Prusse orientale, en Poméranie et en Silésie pendant cette guerre, confirment que le phénomène a été consubstantiel aux conflits armés, y compris ceux menés en Europe.

C'était une guerre entre Européens, celle de la Bosnie-Herzégovine (1992-1995), ainsi que le génocide du Rwanda (1994), qui ont représenté un tournant par rapport à ce crime, qui était auparavant considéré comme une conséquence inévitable des conflits armés. Le recours massif au viol à des fins de nettoyage ethnique⁴ dans ces deux pays⁵ a finalement imposé la violence sexuelle comme stratégie de guerre sur l'agenda internationale. Cependant, ce n'est qu'en 2008 que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1820⁶, qui a ouvert la porte à la qualification des agressions sexuelles comme crime de guerre, crime contre l'humanité ou génocide.

¹ ERIKSSON BAAZ, Maria y STERN, Maria, "Sexual violence as a weapon of war? Perceptions, prescriptions, problems in the Congo and beyond". Zed Books. Londres, Nueva York, 2013. p. 1-2.

² FRIZZELL, Nell, "Cómo llegó la violación a ser reconocida como arma de guerra", magazine Vice.com, 4 janvier 2017. Disponible sur: <https://www.vice.com/es/article/kzea53/violacion-crimen-guerra>. Date de consultation: 12.11.2019

³ SHEEHAN, Paul "An orgy of denial in Hitler's bunker ". The Sydney Morning Herald. 17 mai 2003. Disponible sur: <http://www.smh.com.au/articles/2003/05/16/1052885399546.html>. Date de consultation: 12.02. 2018.

⁴ STIGLMAYER, Alexandra "The Rapes in Bosnia-Herzegovina". Remembering Srebrenica, 2017. Disponible sur: <https://www.srebrenica.org.uk/what-happened/the-rapes-in-bosnia-herzegovina-alexandra-stiglmayer/> Date de consultation: 12.11.2019.

⁵ HRW, "Shattered lives, Sexual Violence during the Rwandan Genocide and its Aftermath", septembre 1996. Disponible sur: <https://www.hrw.org/reports/1996/Rwanda.htm>. Date de consultation: 12.11.2019.

⁶ Disponible sur: <http://www.un.org/press/en/2008/sc9364.doc.htm>. Date de consultation: 12.02.2018

Malgré cette universalité des violences sexuelles comme «arme de guerre», les médias occidentaux ont tendance à souligner son utilisation au sein des sociétés qualifiées de primitives, barbares et hyper sexualisées, trois caractéristiques attribuées aux sociétés africaines depuis le colonialisme qui font part de «la construction imaginaire de 'l'autre' africain par les médias»⁷.

Un pays est devenu le paradigme de cette tendance des médias à utiliser les violences sexuelles comme «narratif dominant»⁸ dans le traitement de l'information concernant certaines sociétés africaines au point d'en faire un «élément caractéristique et central du discours»⁹: la République démocratique du Congo (RDC), le géant africain qui a subi l'un des «colonialismes les plus abjects de l'époque contemporaine»¹⁰. Pendant cette période coloniale, des millions de personnes ont été massacrées ou sont mortes d'épuisement, de torture ou de maladie, principalement à cause de l'avidité pour les richesses du pays — d'abord l'ivoire et après le caoutchouc— du roi Léopold II des Belges et des entreprises privées qui ont obtenu des concessions pour exploiter ces ressources naturelles.

Ces atrocités ont été reflétées par des images d'adultes et d'enfants congolais amputés des mains et des pieds pour ne pas avoir atteint les quotas de collecte de caoutchouc, des «photographies du choc» qui, déjà au début du XXe siècle, reconnaissent «l'horreur congolaise»¹¹. En même temps, ces images ont créé un précédent pour le drame «simple et manichéen»¹² qui simplifie de façon caricaturale la complexe réalité de la RDC encore aujourd'hui. L'enfer décrit dans le Cœur des ténèbres de Joseph Conrad a contribué à établir une tradition narrative où le contexte est toujours «une souffrance

⁷ SENDÍN, José Carlos, "La construcción imaginaria del otro africano por los medios de comunicación", revue Pueblos, 15.12.2002. Disponible sur: <http://www.revistapueblos.org/old/spip.php?article138>. Date de consultation: 15.11.2018.

⁸ AUTESSERRE, Séverine, "Dangerous Tales: dominant narratives on the Congo and their unintended consequences", African Affairs 111, 9.02.2012. Disponible sur: <http://publish.illinois.edu/internationalhumanrightsworkshop2013/files/2013/07/autesserre-2012-dominant-narratives-on-the-congo.pdf>. Date de consultation: 15.11.2019.

⁹ GARCÍA MINGO, Elisa, "Cuando los cuerpos hablan, la corporalidad en las narraciones sobre la violencia sexual en la República Democrática del Congo", Revista de Dialectología y Tradiciones Populares, volumen LXX, p 161-186, enero-junio 2015. Disponible sur: http://www.lolamora.net/images/stories/documentos/2016/rdc_narrativas.pdf Date de consultation: 20.11.2019.

¹⁰ Ibid. 9, p. 4.

¹¹ Ibid. p.5.

¹² STEARNS, Jason, op. cit. 9, p. 11.

atroce»¹³ et où le portrait du Congo est peint aux couleurs du «primitivisme, du retard et de l'irrationalité»¹⁴.

Le développement du Congo postcolonial a renforcé cette tendance. Après la chute de la dictature de Mobutu Sese Seko, la RDC a terminé le XXe siècle piégée dans deux guerres successives entre 1996 et 2003, lorsque les accords de Sun City ont mis fin sur le papier à un conflit dans lequel l'ONG International Rescue Committee estime que 5,5 millions de personnes sont mortes. Depuis lors, le Congo est un exemple de l'échec d'une reconstruction d'après-guerre. Non seulement les habitants de la région ne connaissent pas la paix, mais 130 groupes armés¹⁵ sont toujours actifs dans la région des Kivus.

Ainsi, l'historiographie récente dépeint le Congo postcolonial comme un cœur éternel de ténèbres où «la barbarie du colonisateur se prolonge et le pays est décrit comme un continuum de mort et de torture»¹⁶. Ce discours s'articule autour de trois de ces narratifs dominants dans les médias et le discours des activistes: «une cause première de la violence, l'exploitation illégale des ressources minérales; une conséquence première, les abus sexuels des femmes et des filles; et une solution centrale, la reconstruction de l'autorité de l'État»¹⁷.

Ces narratifs ont eu des conséquences positives, comme le fait d'impulser finalement la guerre du Congo à l'ordre du jour de la communauté internationale. Cependant, ce type de récit a imposé une simplification extrême d'un conflit très complexe dans lequel l'attention que la communauté internationale a accordée à ces trois arguments a conduit à l'oubli des «autres causes, conséquences et solutions [du conflit]»¹⁸. Dans ce contexte, le viol comme "arme de guerre" est devenu la «synecdoque de l'horreur congolaise»¹⁹.

¹³ Dunn K.C. 2003. *Imagining the Congo: The international relations of identity*. New York: Palgrave Macmillan. Op. cit. 9, p. 11.

¹⁴ Ibid. p.11

¹⁵ "Congo, Forgotten. The Numbers behind Longest Africa's Humanitarian Crisis". Groupe d'études sur le Congo de l'Université de New York, août 2019. Disponible sur: [https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/28/KST%20biannual%20report%20August%2012%20\(1\).pdf](https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/28/KST%20biannual%20report%20August%2012%20(1).pdf). Date de consultation: 20.11.2019

¹⁶ Op. cit. 9, p, 11.

¹⁷ Op. cit. 8, p. 3.

¹⁸ Ibid. p. 3.

¹⁹ Op. cit.9, p. 9.

Violations dans le conflit congolais: de la réalité au spectacle

«C'était en 1998. Nos agents [du centre Olame de l'Église catholique congolaise] qui voyageaient à travers le Sud-Kivu ont commencé à rencontrer des villages où toute la population avait fui. Quand ils sont arrivés, peu à peu, les femmes et les filles ont commencé à sortir de la brousse. Pratiquement toutes avaient été violées. Cela ne pouvait pas être une coïncidence: ces agressions avaient été utilisées pour détruire physiquement et psychologiquement les femmes et, à travers elles, les familles et les communautés. Au Congo, les femmes sont le pilier de l'économie»²⁰.

Mathilde Muhindo a été l'une des premières militantes à tirer la sonnette d'alarme sur la façon dont les combattants rwandais et burundais impliqués dans la guerre en RDC utilisaient le viol comme «arme de guerre». Bien que la fin des années 1990 fut probablement la période plus grave concernant ces atrocités, le monde restait aveugle à ce qui se passait au Congo jusqu'au 2002, lorsque Human Rights Watch a publié le rapport *Une guerre dans la guerre*²¹. Ce document ouvrit les yeux de la communauté internationale sur l'utilisation de la violence sexuelle dans le conflit du pays africain.

Le texte décrit non seulement le viol, souvent collectif, de filles et de femmes âgées de cinq à 80 ans, mais aussi la pratique de l'esclavage sexuel et des tortures atroces, comme l'introduction de bâtons ou de fusils dans le vagin des victimes, blessures qui entraînaient souvent la mort. D'autres fois, les violeurs achevaient leurs victimes après avoir tiré ou poignardé leurs génitaux. Ces viols ont également très souvent comporté des grossesses non désirées et/ou des infections par le VIH/SIDA, ainsi que graves fistules²² entraînant d'incontinence urinaire et/ou fécale. Toutes ces conditions ont augmenté la stigmatisation liée au viol et dont la conséquence était, dans la plupart des cas, le rejet de ces femmes de la part de leur conjoints et de leur communautés. Par contre, leurs agresseurs jouissaient d'une impunité totale.

²⁰ Entretien de l'auteure avec Mathilde Muhindo Bukavu, 26.02.2017

²¹ Disponible sur: <https://www.hrw.org/reports/2002/drc/Congo0602.pdf>. Date de consultation: 22.11.2019

²² Les fistules vaginales sont des communications anormales entre le vagin et un autre organe, comme la vessie et/ou le rectum.

En 2009, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a mis définitivement ces faits sur les écrans de télévision lors d'une visite à l'est du Congo, où elle a défini ce qui s'y est passé comme «l'une des plus grandes atrocités de l'humanité» avant de révéler l'intention des États-Unis d'allouer 17 millions de dollars à la lutte contre les violences sexuelles en RDC²³. L'année suivante, l'Envoyée spéciale des Nations Unies pour les victimes de la violence sexuelle en temps de conflit, Margot Wallström, s'est également rendue au Nord-Kivu, où elle a décrit sa capitale, la ville de Goma, comme «la capitale mondiale du viol» et la RDC comme «le pire pays au monde pour être une femme». Dès lors, «l'Est du Congo et le viol sont restés inextricablement liés pour la plupart des publics étrangers»²⁴.

Combien de femmes ont-elles été violées dans ce pays africain? Personne ne le sait. Une statistique de l'American Journal of Public Health a porté²⁵ à plus de 12% le nombre de femmes congolaises violées et à au moins 434.000 la chiffre de celles qui ont subi de telles agressions en 2006. Selon ces données, toutes les heures, 48 femmes étaient violées en RDC à cette époque. Médecins Sans Frontières affirme que dans certaines zones de la région du Kivu, trois femmes sur quatre ont été violées²⁶.

Ces chiffres peuvent même être sous-estimés car de nombreuses attaques ne sont pas signalées mais, malgré cela, l'exactitude des déclarations de Clinton et de Wallström est discutable. Premièrement, parce que bien que ce pays déplore des taux intolérables de violence sexuelle, il n'est pas le seul et n'est peut-être même pas le pire. Il suffit de regarder les chiffres des pays comme l'Afrique du Sud, où le nombre de viols signalés à la police est d'environ 50 000 par an²⁷, alors que les organisations humanitaires estiment que 40% des Sud-Africains seront violés au moins une fois dans leur vie²⁸.

²³ Op. cit. 1, p. 89

²⁴ Op. cit. 8. p. 14

²⁵ Estimates and Determinants of Sexual Violence against Women in the Democratic Republic of Congo. American Journal of Public Health (AJPH), American Journal of Public Health (AJPH), 30 août 2011. Disponible sur: <https://ajph.aphapublications.org/doi/abs/10.2105/AJPH.2010.300070> Date de consultation: 20.11.2019

²⁶ Médecins sans frontières. 2014. La emergencia que no cesa. Sufrir en silencio en República Democrática del Congo. Barcelone. Résumé disponible sur: <https://www.msf.es/actualidad/republica-democratica-del-congo-la-emergencia-que-no-cesa>. Date de consultation: 15.11.2019

²⁷ Rape statistics in South Africa, Africa Check Africa Check. Juin 2016. Disponible sur: <https://africacheck.org/factsheets/guide-rape-statistics-in-south-africa/>. Date de consultation: 16.11.2019.

²⁸ MIDDLETON, Lee "Corrective Rape": Fighting a South African Scourge". Disponible sur: <http://content.time.com/time/world/article/0,8599,2057744,00.html>. Date de consultation: 16.11.2019

Les statistiques sur le viol au Congo sont basées sur des extrapolations, une méthode qui pose de sérieux problèmes dans un pays dont le dernier recensement date de 1984 et qui n'a même pas toute sa population enregistrée. Cependant, au-delà de cette éventuelle inexactitude des données, ou de la comparaison avec d'autres pays, on devrait prendre en compte l'opinion des Congolaises lorsqu'il s'agit de condamner le Congo comme la «capitale mondiale du viol», vu que d'éminentes militantes de la RDC considèrent que le fait d'associer leur pays à la violence sexuelle est «stigmatisant»²⁹. L'anthropologue Elisa García Mingo, dont la thèse porte sur les femmes de l'Est du Congo, corrobore les conséquences négatives de ce type de discours, puisque ces slogans conjugués à un traitement informatif souvent hors contexte ont fini par réduire les femmes congolaises à de «simples corps susceptibles d'être violés»³⁰.

«Un jour, alors que je participais à un congrès en Belgique, une jeune femme inconnue s'est approchée de moi et, lorsqu'elle a vu sur mon accréditation que je venais de l'Est du Congo, elle m'a dit "Courage" et m'a ensuite demandé si j'avais été violée. Ma réponse a été: "Oui et non, je n'ai pas été violée, mais je me sens agressée à chaque fois qu'une de mes compatriotes est violée" (...) Partout où je vais, j'emporte le viol avec moi. Nous, les Congolaises, avons été vendues avec ce visage de viol qui est comme un nouvel esclavage. Cela me démoralise», a déclaré la regrettée journaliste Solange Lusiku, rédactrice en chef du journal *Le Souverain*³¹.

Cette anecdote montre à quel point le terme «congolaise» est assimilé à celui de «femme violée», une association d'idées qui prive ces femmes de leur rôle «d'agentes du changement», mais aussi, en les réduisant exclusivement au rôle de victime, «les enferme symboliquement dans cette condition»³².

²⁹ Entretiens menés par l'auteure avec des militantes telles que Julienne Lusenge, présidente de la Sofepadi, l'avocate Belinda Luntadila et feu la journaliste Solange Lusiku, respectivement à Kinshasa et à Bukavu, entre novembre 2016 et février 2017.

³⁰ Op. cit. 9. p.25

³¹ Entretien avec l'auteure, Bukavu, 27 février 2017

³² Op. cit. 9, p. 24-25.

Le fait que la RDC soit devenue dans l'imaginaire collectif occidental le pays des violences sexuelles a d'autres conséquences. Par exemple, le Congo a fini par accueillir un véritable tourisme d'information sur les viols³³ pratiqué par des journalistes, des militants, des stars de cinéma et des représentants d'organisations internationales qui se rendent en pèlerinage en RDC pour entendre le récit des attaques par la bouche des survivantes.

Une étape presque obligatoire pour ceux qui pratiquent ce «tourisme» est la visite à l'un des deux hôpitaux les plus connus ou les patients qui ont été violés dans l'est du Congo sont traités: le Panzi à Bukavu, dirigé par le chirurgien et gynécologue Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018, et le Heal Africa à Goma. Souvent animés de bonnes intentions, ces visiteurs sont cependant si nombreux que les travailleurs humanitaires sur le terrain ont fini par trouver leur présence et le défilé d'étrangers dans ces deux hôpitaux «affreux»³⁴.

«Il semble que les histoires de viol doivent présenter des images des victimes pour attirer les lecteurs. Les représentations souvent intimes des corps blessés et de la souffrance sont construites d'une manière qui serait impensable pour les survivantes de la violence sexuelle dans la plupart des pays d'Europe et des États-Unis. Pourrait-on concevoir de permettre aux journalistes et autres visiteurs d'entrer dans un hôpital de New York ou de Stockholm avec des femmes se remettant (...) de viols et les inciter à raconter leurs histoires à de parfaits inconnus?»³⁵

Cette réflexion pertinente donne une idée de la nature raciste de ce "tourisme" et du traitement réservé aux victimes de viol au Congo. L'une de ses caractéristiques déplorables est que les femmes et les filles qui subissent ces agressions sont souvent privées du droit d'être protégées contre les visites importunes et de devoir «revivre le traumatisme du viol en racontant leur histoire encore et encore»³⁶.

³³ Op. cit. 1, p.6. Les auteures le définissent littéralement comme "tourisme du viol"

³⁴ Op.cit. 8, p. 13

³⁵ Op. cit. 1, p.92

³⁶ Ibid. p.92

Le manque de respect envers ces personnes ne se limite pas à l'intrusion dans leur vie privée à un moment de vulnérabilité accrue, mais aussi au traitement narratif de leurs histoires qui a trop souvent dégénéré en «un théâtre de pornographie de la violence»³⁷, caractérisé par la grande «corporéité»³⁸ des descriptions axées sur les conséquences physiques de la violation. Ce discours, qui tourne autour de l'idée de «vagins détruits», a sa propre phrase stéréotypée répétée ad nauseam; celle qui fait allusion au fait que "le corps des femmes est devenu un champ de bataille".

Les récits des agressions comprennent donc des descriptions très détaillées du traitement chirurgical pour reconstruire les organes génitaux des victimes. Cependant, ces récits sont un bon exemple de la «stratégie de victimisation par rapport au viol»³⁹ car, contrairement à ce que l'on pourrait déduire de nombreux produits narratifs sur les violences sexuelles au Congo, la majorité des femmes congolaises qui doivent subir une opération génitale n'ont pas été violées. Seulement 0,8 %⁴⁰ des cas de fistule dans ce pays sont le résultat d'une agression sexuelle; le reste résulte de complications obstétricales suite à l'accouchement.

Cette réalité, moins frappante mais également difficile pour les victimes, n'est presque jamais racontée par les médias. Par contre, de nombreux journalistes sont encore en compétition pour se surpasser les uns les autres en relatant «le scénario de viol collectif le plus barbare»⁴¹, une tendance qui a pour conséquence que les cas les plus brutaux soient présentés comme la norme. Dans le but de rendre leurs récits et leurs reportages encore plus spectaculaires, certains journalistes racontent des histoires atroces de survivants qui ont été attaqués il y a des années, une donnée cruciale qui n'est pas toujours mentionnée. Ainsi, la violence sexuelle au Congo est présentée comme un spectacle où les survivantes sont traitées «comme des objets dont la souffrance est là pour être consommée par le public occidental»⁴².

³⁷ Op.cit. 9, p.5.

³⁸ Ibid. p.5

³⁹ Op.cit. 1, p. 99.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ STEARNS, Jason, "Are we focusing too much on sexual violence in the DRC? Congo Siasa, 14 décembre 2009. Disponible sur: <http://congosiasa.blogspot.com/2009/12/are-we-focusing-too-much-on-sexual.html>. Date de consultation: 20.11.2019

⁴² Op.cit. 1, p. 92.

Le viol au Congo, toujours une arme de guerre?

Une société contaminée par le bellicisme: les violeurs civils

«L'appropriation de la souffrance»⁴³ des femmes congolaises dont le corollaire sont les produits journalistiques de «la culture de masse qui transforment l'horreur et la tragédie en frissons bon marché»⁴⁴, ainsi que le succès de ce type de récit auprès du public et des donateurs internationaux, ont contribué de manière significative à pousser le discours du viol comme «arme de guerre» vers l'olympie des vérités incontestables. Ainsi, de nombreux journalistes, militants et humanitaires décrivent encore les violences sexuelles au Congo comme une image figée dans le passé indifférente au passage du temps et à l'évolution de ce phénomène pendant les dernières années.

Cette image immobile oublie des données qui contestent l'approche des violences sexuelles au Congo exclusivement comme "arme de guerre", en particulier les chiffres qui indiquent l'augmentation constante ces dernières années des viols perpétrés par des civils. Si en 2004, l'année suivant la fin officielle du conflit, ils constituaient «moins de 1 % du total»⁴⁵, en 2008, le pourcentage était déjà de 38 %. En 2013, un porte-parole du Fonds des Nations Unies pour la population a déclaré que 77 % des attaques que cette agence avait enregistrées avaient été perpétrées par des civils⁴⁶.

Qui sont ces civils et pourquoi y a-t-il tant de viols en RDC si ces agressions ne font plus partie d'une stratégie de guerre? Il est quasiment certain que beaucoup de ces agresseurs sont des ex-combattants, une certitude qui provient des données qui indiquent que, dans des régions telles que le Nord-Kivu, près de la moitié des hommes (43 %) ont fait partie⁴⁷ des forces armées congolaises (FARDC) ou ont été impliqués dans des

⁴³ Op.cit.9, p. 21.

⁴⁴ Ibid. p. 22

⁴⁵ Disponible sur: <https://www.oxfam.org/en/press-releases/new-report-shows-shocking-pattern-rape-eastern-congo>. Fecha de consulta: 29.11.2019

⁴⁶ WOLFE, Lauren, "Unarmed and Dangerous. With civilian rape on the rise, the war on Congo's women comes painfully, pervasively home ", Foreign Policy, 07.03.2014. Disponible sur: <https://foreignpolicy.com/2014/03/07/unarmed-and-dangerous/>. Date de consultation: 30.11.2019.

⁴⁷ Gender relations, sexual and gender-based violence and the effects of conflict on women and men in North Kivu Provinces of the Democratic Republic of the Congo, Final Report 2014, Promundo et Sonke Gender Justice, p. 26. Disponible sur: <https://promundoglobal.org/wp-content/uploads/2014/12/Gender-Relations-Sexual-and-Gender-Based-Violence-and-the-Effects-of-Conflict-on-Women-and-Men-in-North-Kivu-Eastern-DRC-Results-from-IMAGES.pdf>. Date de consultation: 01.12.2019.

groupes armés. Enrôlés volontairement ou de force, certains d'entre eux ont été des enfants soldats, élevés au milieu d'une guerre, et donc leur modèle de masculinité a été forgé sur le bellicisme et l'agressivité. Ces mineurs ont été forcés à tuer et à violer ou au moins ont été témoins de ce type de crimes.

Cette exposition à la violence et l'internalisation de leur normalité est un héritage du conflit, et aussi l'une des raisons qui expliquent la forte prévalence des violences sexuelles au Congo. Une étude⁴⁸ de la Banque mondiale sur les ex-combattants congolais décrit certaines des conséquences de ce legs. L'une d'elles est que 44 % des anciens militaires ou miliciens interrogés ont déclaré qu'ils aimaient voir leurs victimes souffrir, alors que près d'un sur dix a déclaré que le combat était «sexuellement excitant». Ces anciens combattants «non seulement se sont habitués à la violence, mais avec le temps ont commencé à en jouir et ont développé un besoin d'être de plus en plus cruels». Un sur dix de ces hommes avait également été violé, souvent par leurs propres commandants.

Avec le virus de la violence déjà inoculé, les combattants démobilisés sont ensuite rentrés chez eux sans avoir bénéficié d'aucune réhabilitation. Ils ont ainsi emporté leur traumatisme à leurs familles et à leurs communautés. D'après l'étude citée de la Banque Mondiale, un sur quatre de ces ex combattants souffre d'un syndrome sévère de stress post-traumatique.

Les ex-combattants ne sont pas les seuls civils qui violent ni les seuls Congolais traumatisés par la guerre. Toute la population de l'Est du Congo a été exposée au conflit et a donc été éduquée dans ce modèle de masculinité agressive dont l'idéal est d'être «dominant avec les faibles afin d'obtenir ce qu'on veut, que ce soit le pouvoir, l'argent ou le corps d'une femme»⁴⁹. A cette socialisation basée sur la violence s'ajoute la douleur émotionnelle quasi généralisée de la population dans la partie orientale de la RDC. Les statistiques parlent d'elles-mêmes; au Nord-Kivu, 50 % de la population affirme avoir perdu un membre de sa famille dans le conflit. Vingt-cinq pour cent déplore la mort d'un enfant et un pourcentage identique —un congolais sur quatre dans cette région— a été blessé lors des combats. Le résultat de tout ce malheur est que pas moins de deux

⁴⁸ Sexual and Gender-Based Violence in the Kivu Provinces of the Democratic Republic of Congo: Insights from Former Combatants. World Bank Group, 09.2013. Disponible sur: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17852>. Date de consultation: 01.12.2019.

⁴⁹ Op, cit, 46.

habitants sur trois de la province du Nord-Kivu affirment avoir perdu la capacité «d'aimer et de prendre soin des autres»⁵⁰.

Dans cette société psychologiquement malade du fait de son histoire douloureuse, un autre facteur contribue à justifier que les femmes soient les premières victimes des pires formes de violence, y compris la violence sexuelle: les normes et les rôles discriminatoires de genre largement acceptés par les hommes comme par les femmes. Un profil sur l'égalité des sexes élaboré par l'ambassade de Suède et l'UE à Kinshasa, classe la RDC 144e sur 148 pays. La discrimination à l'égard des femmes congolaises dans tous les domaines —santé, éducation, accès aux droits économiques et politiques et à la justice—⁵¹ et des croyances comme celle qui suppose un "droit au sexe" pour les hommes, même si les femmes refusent —une croyance soutenue par 62 % des femmes et 48 %⁵² des hommes du Nord-Kivu— contribuent à justifier les agressions sexuelles. Tout aussi révélateur est le fait que près d'un tiers des hommes interrogés ont déclaré que les femmes «veulent parfois se faire violer» et qu'une femme ainsi agressée « peut en jouir»⁵³.

Outre ces idées machistes, il existe d'autres croyances traditionnelles non moins misogynes, comme celle selon laquelle le coït avec une vierge confère du pouvoir, de la chance et même guérit le VIH/sida, une superstition qui se cache derrière le viol des très jeunes enfants. L'impunité, qui a timidement commencé à diminuer ces dernières années, ouvre la voie aux violeurs pour perpétrer leurs crimes.

Comme on peut le déduire de ce contexte des rapports homme-femme au Congo, les viols sont aussi une manifestation extrême de violence de genre. Cette hypothèse est cohérente avec les chiffres très élevés d'agressions sexuelles au sein du couple, une autre réalité absente des récits des médias à propos de ce drame, car ces données ne corroborent pas le slogan stéréotypé de «l'arme de guerre». Parmi les femmes violées qui ont participé à l'étude de l'American Journal of Public Health citée ci-dessus, 22,5% ont déclaré avoir été attaquées non pas par un combattant, mais par leur mari ou leur partenaire.

⁵⁰ Op.cit. 47, p. 25.

⁵¹ Disponible sur: <https://www.lauradavis.eu/wp-content/uploads/2014/07/Profil-genre-2014-RDC.pdf>

⁵² Toutes les données de ce paragraphe sont tirées de l'op.cit. 47.

⁵³ Ibid, 53.

Plus surprenant encore est le fait de savoir que la dichotomie entre la femme/victime et l'homme/agresseur ne correspond pas à la réalité. Une enquête⁵⁴ de santé mentale dans l'est du Congo révèle que 41,1% des femmes interrogées ont déclaré avoir été impliquées dans des violences sexuelles «liées à la guerre» contre d'autres femmes, tandis que 10% avaient agressé des hommes. La présence féminine dans les FARDC et les milices étant minoritaire, ces pourcentages indiquent que la plupart de ces femmes sont des civiles, une caractéristique qui corrobore à nouveau le fait que l'interprétation de la violence sexuelle uniquement comme un effet de la guerre ne parvient pas à reconnaître «qu'aujourd'hui les violences sexuelles surviennent essentiellement parmi les civils et devraient être, en partie, comprises en analysant le contexte socioculturel, les idéologies liés au genre (masculinité et féminité) et la position des femmes dans la domaine économique, social et politique»⁵⁵.

Les combattants qui violent: la panique progressive

Non seulement le nombre croissant de viols parmi les civils nie que les violences sexuelles au Congo soient aujourd'hui toujours utilisées comme "arme de guerre". Des chercheurs spécialistes en sécurité, genre et politique africaine, comme Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, considèrent que même les agressions commises par des combattants «ne signifient pas nécessairement que cette violence soit envisagée comme stratégique ou soit encouragée par les commandants (...) Réduire les violations dans une guerre à une simple fonction de stratégie promue par les chefs militaires équivaut à accorder trop de rationalité et d'intentionnalité à la violence en temps de guerre»⁵⁶.

Ces auteures sont arrivées à cette conclusion après avoir interrogé plus de deux cents officiers et soldats des FARDC. Leurs témoignages, disent-elles, «suggèrent que la violence sexuelle basée sur le genre n'a pas été utilisée comme une stratégie militaire

⁵⁴ JOHNSON, Kirsten (ed.). "Association of Sexual Violence and Human Rights Violation with Physical and Mental Health in Territories of the Eastern Democratic Republic of the Congo", JAMA, 04.08. 2011, vol 304, n° 5, p.553.

⁵⁵ DOUMA, Nynke y HILHORST, Dorotea, Fond de commerce? Assistance aux victimes de violences sexuelles en République Démocratique du Congo, Disaster Studies, Occasional Papers 03, p.65.

⁵⁶ Op.cit. 1, p.65.

explicite parce que les soldats n'ont pas reçu l'ordre de violer. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient reçu des ordres à cet effet, leur réponse a toujours été "non"⁵⁷.

Eriksson Baaz et Stern font également référence à une multiplicité de facteurs pour expliquer ce qui pousse ces militaires à violer. Parmi ces raisons, ils citent le concept de «panique progressive»⁵⁸ un état d'esprit qui peut survenir dans les conditions de tension extrême et de peur de la guerre et qui se traduit par une atmosphère d'hystérie et des spirales de violence incontrôlable qui poussent les combattants à commettre des atrocités qui ne visent aucune fin stratégique. Certains militaires interrogés par ces deux auteures ont fait allusion à cet état d'esprit avec l'expression «l'esprit et la folie de la guerre»⁵⁹.

«La guerre est une folie, qui détruit l'esprit des gens. Certaines personnes deviennent folles. Le viol en est également la conséquence, en particulier le "mauvais viol" [viol avec torture, mutilation et/ou meurtre]. Si vous prenez de la drogue, buvez ou autre chose, ce n'est pas bon. Et beaucoup, beaucoup [...], la plupart d'entre eux, étaient drogués».

Le témoignage de ce capitaine des FARDC concernait la consommation répandue de la drogue. D'autres militaires ont justifié les agressions en exprimant de forts sentiments d'humiliation, de maltraitance et de victimisation. Il ne faut pas oublier que les troupes des FARDC non seulement vivent dans la misère, souvent à cause de la corruption de leurs commandants, mais sont également impopulaires dans une population contre laquelle ces militaires ont un long passé de violations des droits de l'homme. Le soldat congolais occupe le bas de la pyramide sociale et, pour les raisons mentionnées, a souvent des relations très conflictuelles avec les civils. Ce sentiment d'humiliation et de manque de respect de la part des civils rend ces militaires plus susceptibles de commettre des violences⁶⁰.

⁵⁷ ERIKSSON BAAZ, Maria y STERN, Maria. ERIKSSON BAAZ, Maria y STERN, Maria, *The Complexity of Violence: A critical analysis of sexual violence in the Democratic Republic of Congo*. SIDA Working Paper on Gender Based Violence, 05.2010, p. 5. Disponible sur: <http://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:319527/FULLTEXT02>. Date de consultation: 10.12.2019.

⁵⁸ COLLINS, RANDALL. *Violence: A Microsociological Theory*, Princeton, NJ, et Oxford: Princeton University Press. Op. cit. 1, p. 78-81.

⁵⁹ Op.cit.1, p. 83.

⁶⁰ Ibid. p. 81.

Le viol au Congo dans le contexte du conflit ne survient pas non plus de façon à faire penser que les agressions sexuelles étaient l'objectif prioritaire des combattants. On sait que «la plupart des sévices sexuels en RDC sont combinés avec des épisodes de pillage (...) Le pillage est non seulement combiné avec le viol mais aussi avec d'autres formes de violence comme le meurtre, les coups, l'enlèvement, etc.»⁶¹. Dans le cas des soldats qui ont participé à l'enquête susmentionnée parmi les officiers et soldats des FARDC, leurs conditions de vie misérables ont été l'une des raisons invoquées par les militaires interrogées pour justifier leurs outrages, notamment les pillages et les viols.

Eriksson Baaz et Stern, les auteures de l'étude, concluent que la violence sexiste dans le conflit congolais commise par «personnel du secteur sécuritaire» doit donc être comprise davantage comme le résultat d'une combinaison des facteurs susmentionnés que comme une stratégie résultant des ordres d'une hiérarchie. Une conclusion similaire peut être tirée de l'étude citée menée auprès des ex-combattants de la Banque mondiale, où seulement 13 % des anciens militaires et miliciens interrogées ont déclaré avoir reçu l'ordre de violer.

Outre cette absence d'ordres, d'autres caractéristiques du conflit congolais confirment le caractère non stratégique d'au moins une bonne partie des cas de violences sexuelles dans le pays africain. Par exemple, au Congo, malgré les tensions ethniques entre Congolais et locuteurs du kinyarwanda (la langue rwandaise) —assimilé aux «Rwandais» ou aux «Tutsis» même s'ils possèdent la nationalité congolaise— le viol n'a pas été utilisé comme instrument de nettoyage ethnique; bien au contraire, il est remarquable la tendance à le commettre contre «toute femme, quelle que soit son appartenance ethnique ou politique»⁶². De cette absence de profil concret des victimes témoignent les actions des groupes armés tels que les Maï-Maï, responsables de l'essentiel des violences sexuelles dans les communautés que ces miliciens prétendent protéger des «Rwandais».

⁶¹ Ibid. p.34

⁶² Op.cit. 57, p.14.

Par conséquent, compte tenu de l'évolution du phénomène en RDC, «un nombre croissant de recherches suggère que les rapports journalistiques et d'activistes prédominants sur le viol au Congo sont souvent incomplets et, dans de nombreux cas, tout simplement erronés. Si personne ne conteste que des hommes armés commettent des viols sur des civils, l'histoire de qui viole qui s'avère beaucoup plus compliquée que ne le laisse entendre le récit populaire»⁶³.

Comme par le passé, la violence sexuelle au Congo «reste un outil d'humiliation et d'intimidation, mais cette humiliation et cette intimidation sont beaucoup moins stratégiques et beaucoup plus complexes qu'une stratégie de combat adressée à atteindre des bénéfices politico-militaires supplémentaires»⁶⁴. Peut-être vaut-il la peine de se demander «si le viol dans le pays africain n'est pas devenu un fait systémique»⁶⁵ dans une société malade de violence.

Les conséquences du discours de "l'arme de guerre"

Le viol comme instrument et la hiérarchisation du malheur

Le discours du viol comme "arme de guerre" n'est pas inoffensif. Ses conséquences sont souvent graves et, parmi les plus inquiétantes, figure le fait que les groupes armés, bien informés de l'attention que ce phénomène attire à l'étranger, ont commencé à percevoir le viol «comme un instrument de négociation efficace»⁶⁶. Dans la plupart des cas, les milices ont simplement menacé de violer; dans d'autres, elles ont mis leurs menaces à exécution, comme ce fut le cas en août 2010 à Luvungi, au Nord-Kivu, où 387 civiles furent violées par les Mai-Mai-Shéka. Selon diverses sources, les membres de ce groupe armé ont reçu l'ordre de violer les femmes, au lieu de les battre et de piller leurs biens comme ils le faisaient auparavant, parce qu'ils voulaient attirer l'attention de la communauté internationale pour que les États et les organisations internationales fassent

⁶³ SEAY, Laura, "Do We Have the Congo Rape Crisis All Wrong? ". The Atlantic, 24.05.2011. Disponible sur: <https://www.theatlantic.com/international/archive/2011/05/do-we-have-the-congo-rape-crisis-all-wrong/239328/> . Date de consultation: 06.12.2019.

⁶⁴ Op. cit. 57, p. 57

⁶⁵ DICKINSON, Elizabeth, "How can we explain the rape epidemic in Congo?" Foreign Policy, 11.05.2011. Disponible sur: <https://foreignpolicy.com/2011/05/11/how-can-we-explain-the-rape-epidemic-in-congo/>. Date de consultation: 06.12.2019.

⁶⁶ Op. cit. 8, p.16.

pression sur le gouvernement congolais pour qu'il négocie avec eux. C'est « exactement ce qui s'est passé »⁶⁷.

L'accent mis sur les abus sexuels contre les femmes et les filles⁶⁸ au Congo non seulement a catalysé occasionnellement leur utilisation par certains groupes armés, mais a également eu d'autres conséquences perverses. La première est la discrimination que ce focus mis exclusivement sur les victimes de ce type d'agression a causée au sein des populations très vulnérables, dont les habitants ont subi des violations massives des droits de l'homme — exécutions sommaires, massacres, tortures non sexuelles, recrutement forcé d'adultes et d'enfants, pour n'en citer que quelques-unes— mais dont une seule, la violence sexuelle, reçoit l'attention qu'elle mérite pour ses survivants⁶⁹.

«Au cours d'entretiens officieuses, les travailleurs humanitaires congolais et étrangers se sont régulièrement plaints de ne pas réussir à attirer l'attention des médias et des donateurs sur des événements épouvantables qui n'ont pas de dimension sexuelle. Ils ont également déploré le fait qu'ils reçoivent plus d'argent que nécessaire pour traiter les victimes d'abus sexuels, alors qu'ils manquent de fonds pour mettre en œuvre d'autres projets cruciaux»⁷⁰.

Le meilleur exemple en est peut-être l'accès aux soins de santé. Au Congo, les montants élevés des financements pour la lutte contre les violences sexuelles ont conduit à un biais dans les services d'assistance médicale, un droit que l'Etat congolais a largement délégué aux ONG internationales. La tendance à financer de préférence des projets de coopération visant à traiter exclusivement les victimes de viols, plutôt qu'à renforcer le système national de santé, a transformé les fausses allégations de viol en une stratégie de survie pour les congolaises les plus démunies, conscientes que celle-ci est «souvent la seule façon»⁷¹ d'avoir droit à l'accès à soins médicaux gratuits.

Le manque de rigueur de certains médias et de transparence de certains militants ont aggravé cette discrimination, notamment dans le cas des femmes souffrant de fistules génitales. Les hôpitaux Heal Africa et Panzi ont indiqué qu'en 2011, seuls 3 % des cas

⁶⁷ Ibid

⁶⁸ Ibid, p.15

⁶⁹ Ibid

⁷⁰ Ibid, p.15

⁷¹ Op.cit. 57, p.61.

de ce problème étaient dus à des agressions sexuelles, dans le cas du premier centre hospitalier cité, alors que sur 350 patientes opérées à Panzi, une seule a dû être opérée à la suite d'un viol⁷². Le reste des femmes opérées avaient souffert de complications associées à l'accouchement. Cependant, étant donné que de nombreux projets de coopération ont pour seuls bénéficiaires les survivantes d'agressions sexuelles, les patientes souffrant de fistules obstétricales sont souvent présentées dans les statistiques comme des victimes de viol et traitées «clandestinement»⁷³ avec les fonds destinés aux survivantes de violences sexuelles, car celle-ci est parfois la seule façon à pouvoir les porter secours.

Bien qu'il soit indéniable que cela permet à ces femmes accéder au traitement gratuit dont elles ont désespérément besoin, le sérieux problème que pose cette stratégie est que leur condition médicale reste invisible, ce qui empêche que les fistules dues à l'accouchement reçoivent l'attention et le financement nécessaire pour lutter contre cette grave complication obstétricale. Dans le domaine des soins de santé, comme dans beaucoup d'autres —assistance socio-économique, activités génératrices de revenus, bourses d'étude pour leurs enfants— le message implicite véhiculé est clair: pour accéder à certains services de base, il faut se présenter comme une victime de viol. Face aux critiques croissantes à ce système, ces dernières années certains donateurs ont commencé à financer des projets de coopération dans le domaine de soins de santé inclusifs adressés à l'ensemble de la population, y compris bien entendu les victimes de violences sexuelles⁷⁴.

En cohérence avec ce qui a été exposé, la conclusion qu'on peut extraire est que le discours de «l'arme de guerre», en se concentrant exclusivement sur les survivants de violence sexuelle, a conduit à une hiérarchisation des différents malheurs et de leur survivants au Congo, même parmi les victimes de viol elles-mêmes, car il existe une catégorie de survivants quasi invisibles: les hommes et les garçons, qui constituent au moins 4 à 10 % des cas⁷⁵.

⁷² Op.cit. 55, p.10.

⁷³ Ibid. p. 46.

⁷⁴ En 2017, l'auteure a eu l'occasion de visiter plusieurs centres de santé du Nord-Kivu, gérés par l'ONG Cooperazione Internazionale, où 200 000 Congolais recevaient des soins de santé gratuits, y compris des survivants de violences sexuelles.

⁷⁵ Op.cit.8, p.15.

L'injustice de reléguer ces personnes à l'oubli a également des conséquences inattendues pour la prévention de ce fléau; car décrire la violence sexuelle comme un "problème de femmes" est contre-productif vu que cela «empêche l'engagement constructif des hommes» dans une question qui les concerne et pas seulement en tant qu'auteurs. Le quasi déni des abus aux hommes et aux garçons, associé à leur exclusion de nombreux projets d'assistance, empêche encore davantage de briser les «cycles de traumatisme et de violence»⁷⁶ au Congo.

Afin d'éviter la perpétuation de cette violence très enracinée dans la société congolaise, il faudrait aussi tenir compte du contexte dans lequel se produisent les agressions sexuelles. «La violence sexuelle basée sur le genre ne peut pas être analysée de manière relativement isolée, mais doit être observée dans un contexte où de graves violations des droits de l'homme se produisent quotidiennement»⁷⁷.

Les violences sexuelles au Congo, un fonds de commerce?

Les critiques au système d'assistance aux survivants ne se limitent pas à la discrimination que son approche a introduit dans des populations très vulnérables, mais aussi à son faible impact, compte tenu des fonds alloués à la lutte contre ces violences, une pluie de millions qui n'est pas sans lien avec certaines irrégularités, notamment la présence d'ONG «essentiellement intéressées à obtenir des fonds»⁷⁸.

Depuis 2010, suite aux visites de Clinton et Wallström mentionnées ci-dessus, l'annonce de dons généreux et la possibilité d'obtenir assez facilement des fonds pour l'assistance aux victimes ont fait de l'est du Congo une destination privilégiée pour les organisations humanitaires. Rien qu'entre 2010 et 2013, les financements accordés par certains bailleurs de fonds internationaux (USAID, UE, DFID, SIDA) ont dépassé un montant de 86 millions de dollars, sans compter les fonds bilatéraux ni les sommes octroyées par des donateurs comme la Banque mondiale⁷⁹. Des centaines d'ONG se sont alors installées dans la région avec leur personnel expatrié. Elles ont engagé aussi du

⁷⁶ Op.cit. 57, p. 14.

⁷⁷ Ibid. p. 56

⁷⁸ Op.cit. 55 p. 9

⁷⁹ Ibid. p. 38.

personnel local. Depuis lors, le slogan «No viol, no job»⁸⁰ est devenue populaire à Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, pour décrire comment l'aide aux victimes est devenue un moteur économique et, dans le cas de certaines organisations, un stratagème pour en tirer du profit économique et s'enrichir.

La façon dont l'assistance aux victimes a été abordée au fil des ans a facilité les dérives. Par exemple, la gestion des projets par chiffres, où le financement a été accordé sur la base de «X victimes accompagnées pendant une période de X temps». Ce critère est à l'origine de la compétition entre certains organismes pour identifier et inscrire dans leurs projets d'aide des victimes qui, parfois, sont par la suite considérée comme leur «propriété». Des acteurs sur le terrain interrogés sur cette question «ont utilisé des mots comme «force» et «enlèvement» pour décrire la façon dont certaines organisations prennent «leurs femmes» des villages et les situent dans des refuges au sein des zones urbaines afin de fournir à l'organisation la possibilité réelle de les présenter à des bailleurs de fonds. Un répondant a avoué qu'il connaissait une organisation «dont le directeur avait présenté sa femme, ses sœurs et même ses voisins en tant que victimes dans le but de trouver ou justifier des fonds»⁸¹.

«Des étrangers arrivaient et organisaient une discussion dans une école ou une église; puis ils demandaient à leur représentant de leur indiquer les femmes qui avaient été violées. Une pratique qui surprend encore Mathilde Muhindo du centre Olame: " Vous semble-t-il normal qu'une femme qui a été violée lève la main en public pour dire: moi, j'ai été violée! Je ne sais pas comment c'est en France, mais, moi, cela ne me semble pas normal»⁸².

Sans aller aussi loin que cela, de nombreux projets d'aide aux survivants souffrent d'une approche à court terme et purement «curative»⁸³ qui ne résout pas leurs problèmes de réinsertion socio-économique et communautaire. En outre, la lutte contre les violences sexuelles au Congo consacre beaucoup de fonds à leurs conséquences mais peu à leurs causes. Pour citer un exemple, «le budget consacré à la violence sexuelle est le double

⁸⁰ QUILLARD, Marion, "Que celles qui ont été violées lèvent la main", Revue XXI, 20.04.2016. Version en anglais disponible sur: <https://www.groene.nl/artikel/all-those-who-have-been-raped-raise-your-hand>. Date de consultation: 10.11.2019.

⁸¹ Toutes les citations et l'information de ce paragraphe sont tirées de: op. cit. 55, p. 49-50

⁸² Op. cit. 80.

⁸³ Op.cit. 55, p.10.

de celui des activités de réforme du secteur de la sécurité et un peu moins de la moitié de celui du Fonds pour la consolidation de la paix, qui sont clairement deux thèmes visant à prévenir la violence sexuelle»⁸⁴.

Conclusions

Le discours de la violence sexuelle comme «arme de guerre» est devenu un récit dominant dans les produits narratifs, humanitaires et des médias, sur la RDC. Ce genre de récit a certainement eu le mérite d'inscrire le conflit de la RDC à l'ordre du jour international, mais ce discours a aussi eu des conséquences indésirables. Parmi elles, l'assimilation du concept de «congolaise» à celui de «femme violée», une association d'idées qui a enfermé les femmes de ce pays dans la condition d'éternelles victimes.

L'attention accablante accordée à ce phénomène à l'étranger a provoqué d'autres effets pervers, notamment l'utilisation de la menace de viol comme outil de négociation par les groupes armés. Ce focus quasi exclusif sur la violence sexuelle —au préjudice des autres terribles violations de droits de l'homme commises dans le pays— est aussi à la base d'une approche de l'assistance aux victimes qui entraîne des discriminations très graves au sein d'une population extrêmement vulnérable. Le meilleur exemple de cette façon d'aborder l'assistance sont les projets de coopération qui réservent aux seules survivantes d'agressions sexuelles l'accès à soins de santé gratuits.

Par ailleurs, la théorie de «l'arme de guerre» met de côté l'augmentation des agressions sexuelles perpétrées par des civils au Congo, une tendance qui constitue, d'une part, un héritage du conflit, mais qui est due, d'autre part, à l'impunité et à des aspects culturels et socio-économiques tels que les normes discriminatoires à l'égard des femmes qui normalisent ces abus.

L'attribution automatique de la violence sexuelle au conflit ignore également les études menées auprès des combattants en RDC, qui indiquent que même les agressions sexuelles commises par ceux-ci n'obéissent toujours pas à des ordres d'un supérieur ni répondent dans tous les cas à un dessein stratégique. Cette conclusion a été confirmée, par exemple, par une enquête de la Banque mondiale sur les ex-combattants au Congo, dans laquelle 13 % seulement d'entre eux ont déclaré avoir reçu des ordres de viol.

⁸⁴ Ibid, p. 40

Le discours de «l'arme de guerre» entrave donc la prévention de la violence sexuelle parce qu'il empêche de comprendre qui sont les auteurs et quelles sont les autres raisons d'un problème qui est devenu systémique dans une société traumatisée par des décennies de conflit. Par conséquent, il est urgent de s'intéresser davantage aux causes de ce phénomène et pas seulement à ses conséquences, sans renoncer à l'impératif moral de prendre soin des victimes de viol. La réalisation de ces objectifs précise de l'adoption d'une vision holistique qui analyse ce fléau dans un contexte de violations massives des droits humains et d'une approche genre qui prenne en considération toutes les terribles exactions que les femmes et les filles congolaises subissent quotidiennement. Afin de briser le cycle de traumatismes et violence, il s'impose aussi d'aider les hommes et les garçons qui ont été violés, une catégorie souvent négligée et exclue des projets d'aide aux victimes.

Aussi difficile que cela puisse paraître, la prévention du fléau de la violence sexuelle en RDC nécessite également de l'étude des motivations et des profils des auteurs - hommes armés ou civils - pour comprendre les facteurs qui sous-tendent ce phénomène.

La communauté internationale a jusqu'à présent adopté une approche presque de bienfaisance pour aborder la violence sexuelle au Congo, dont le principal effort économique a été orienté de façon prioritaire vers le financement d'une assistance curative sur le plan physique et à court terme aux victimes. Cependant, cette approche, critiquée pour son faible impact sur la réintégration des survivants et la prévention de ce drame, s'est avérée comme une alternative «facile»⁸⁵ et peu coûteuse à la nécessaire action politique réelle. Celle-ci s'agirait, par exemple, d'exiger à l'État congolais l'adoption des mesures de grande envergure adressées à consolider la paix telles que l'approfondissement des réformes du secteur de la sécurité et de la justice. Un autre aspect s'impose par son urgence: la formation et la professionnalisation des membres des FARDC, dont les conditions de vie misérables devraient être rendues dignes. Ces conditions sont indispensables pour améliorer les relations conflictuelles entre les militaires et les civils au Congo.

⁸⁵ PRUNIER, GÉRARD, op.cit. 9, p. 20.

En cohérence avec ce changement d'approche de la part de la communauté internationale, la priorité devrait être donnée aux interventions à long terme afin de réaliser un changement de paradigme dans la société congolaise, notamment en ce qui concerne les relations entre les sexes. La réalisation de cet objectif —qui dépend en grande partie de l'éducation et de l'investissement dans le leadership des femmes— ne sera pas possible sans que les autorités de la RDC prennent des mesures pour mettre fin à l'extrême vulnérabilité et à la privation de droits économiques, politiques, familiaux et sociaux dont souffrent les femmes et les filles congolaises.

Un aspect essentiel souvent négligé est la promotion de l'accès des femmes au Congo à des postes de représentation et de pouvoir politique qui leur ont été jusqu'à présent pratiquement refusés. Cette autonomisation politique permettrait aux Congolaises de participer aux décisions de l'État et donc de prendre des mesures pour améliorer leur condition et atténuer les terribles violences qu'elles ont subies de façon particulièrement grave pendant des décennies de conflit.

*Trinidad Deiros Bronte**
Journaliste. Excorrespondante en RDC